

La Chambre en ligne

52e législature



du 25/01/2010 au 29/01/2010

85

Présidence

LUNDI 11 JANVIER 2010

RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

Le 11 janvier 2010, Monsieur Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants, a rencontré Son Excellence Madame Tsetska Tzacheva Dangovska, présidente de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie.

L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- Les relations bilatérales entre la Belgique et la Bulgarie. Madame la Présidente apprécie l'attitude positive de la Belgique à l'égard de la Bulgarie.
- Le Président de la Chambre souligne l'importance d'une bonne coopération bilatérale pour combattre la corruption et la criminalité organisée.
- La collaboration parlementaire entre la Belgique et la Bulgarie. Madame Tzacheva espère que le dialogue et la coopération entre l'Assemblée nationale bulgare et la Chambre des Représentants pourra continuer à se développer par l'intermédiaire notamment de l'Union Interparlementaire et de diverses commissions.
- La présidence belge de l'Union européenne et le rôle des parlements des pays de l'U.E. suite au traité de Lisbonne.
- La Bulgarie compte beaucoup sur l'expérience de la Belgique.
- Monsieur Dewael plaide pour une Europe plus claire et compréhensible pour le citoyen.
- La nomination de Herman Van Rompuy en tant que Président du Conseil européen.
- La situation économique et financière. Madame Tzacheva souligne que la Bulgarie a été plus touchée par la crise économique que les anciens pays membres de l'Union européenne. Le défi pour les autorités bulgares est de parvenir à trouver des solutions pour que cette crise soit moins ressentie par la population bulgare. Une collaboration étroite avec les pays membres de l'U.E. est souhaitable.
- Le Président Dewael souligne qu'il est impératif que les pays de l'Union européenne luttent contre la crise économique mondiale en front commun.



Commissions

Groupe de travail "Fraude fiscale"

GROUPE DE TRAVAIL "FRAUDE FISCALE"

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **VENDREDI 22 JANVIER 2010**

Audition de représentants de la Cour des comptes sur le rapport de cette institution identifiant un certain nombre de mesures spécifiques contre la fraude fiscale.

- Exposés introductifs présentés par les deux conseillers de la Cour des Comptes.
- Sont intervenus : Mme Marie Arena et MM. Georges Gilkinet, Luk Van Biesen, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

Prochaine réunion : lundi 22 février 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 25 JANVIER 2010**

1. Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la campagne gouvernementale en faveur du G.P.L." (n° 17177).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

2. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la taxation des véhicules au kilomètre parcouru" (n° 17187).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

3. Question de M. Éric Libert à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'avancement du dossier RER bruxellois" (n° 17658).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

4. Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le transport de certains matériaux par des véhicules agricoles" (n° 17863).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

5. Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les plaques de vitesse '60' à l'arrière des poids lourds d'une MMA de plus de 7,5 t" (n° 18183).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

6. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la signalisation des contrôles d'alcoolémie par sms" (n° 18255).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

7. Question de Mme Ine Somers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les contrôles d'alcoolémie" (n° 18332).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Ine Somers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les nuisances sonores dans la périphérie nord de Zaventem" (n° 18333).

- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les futurs itinéraires de vol" (n° 18488).

- Question de M. Georges Dallemagne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les nuisances sonores dues au survol de la périphérie est de Bruxelles et du Brabant wallon" (n° 18680).

- Question de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation de l'espace aérien autour de l'aéroport de Zaventem" (n° 18682).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

9. Question de Mme Ine Somers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la sécurité à l'aéroport de Zaventem" (n° 18334).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

10. Question de M. Patrick De Groote au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'emploi des langues lors de la diffusion des consignes de sécurité dans les avions" (n° 18542).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Ine Somers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accès au tarmac de Zaventem" (n° 18639).

- Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les rumeurs concernant l'autorisation d'une nouvelle société de manutention de bagages à l'aéroport de Zaventem" (n° 18669).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

12. Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle des passagers à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 18568).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

13. Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'évolution du projet RER" (n° 18663).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

14. Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la mise en place de la banque de données concernant le permis à points" (n° 18677).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

15. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la réforme de la Direction pour l'immatriculation des véhicules" (n° 18678).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

16. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la réforme du code de la route" (n° 18679)

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Carine Lecomte, Maggie De Block, Valérie De Bue, Jacques Otlet, Olivier Destrebecq) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'accorder des facilités de stationnement aux professionnels de la santé lors des visites à domicile, n°s 487/1 à 6. (Rapporteur : M. Roel Deseyn).

Audition de :

- M. Luc Van Ausloos (avocat général près la Cour d'appel de Mons);
- M. Paul Kenis (avocat général près la Cour d'appel de Gand);
- M. Thierry Papart (juge du tribunal de police de Liège).

- Les invités ont fait un exposé introductif.
- Ensuite des questions et observations ont été formulées par les membres.
- Les invités ont répondu.

2. Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Jenne De Potter, Roel Deseyn, Raf Terwingen) modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription et la récidive des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n° 1462/1. (Rapporteur : M. Ludo Van Campenhout).

Audition de :

- M. Luc Van Ausloos (avocat général près la Cour d'appel de Mons);
- M. Paul Kenis (avocat général près la Cour d'appel de Gand);
- M. Thierry Papart (juge du tribunal de police de Liège).

- Les invités ont fait un exposé introductif.
- Ensuite des questions et observations ont été formulées par les membres.
- Les invités ont répondu.

Prochaine réunion : lundi 1^{er} février 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

1. Proposition de décision concernant la prorogation des chambres supplémentaires des cours d'appel (art. 106bis et 340, §3, du Code judiciaire). (Votes).

- La discussion a été clôturée.
- La proposition de décision a été adoptée par 9 voix contre 4.

2. Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (n° 2376/1).

- Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem.
- La discussion a eu lieu.
- L'ensemble du projet de loi, inchangé, a été adopté par 12 voix et 1 abstention.

3. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Herman De Croo, Thierry Giet, Olivier Hamal, Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'attribution de demandes relatives à l'état des personnes, n°s 1645/1 à 3.
(Renvoyée en commission par la séance plénière du 21 janvier 2010) (Art. 93 Rgt.)

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- Des amendements ont été déposés par Mme Van Cauter et consorts et Mme Nyssens.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendements n°s 1 à 3 ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.

4. Proposition de loi (Valérie Déom) modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n°s 2165/1 à 3.

Amendements de MM. Terwingen, Landuyt, Logghe et Schoofs.

Rapport fait au nom de la sous-commission Droit de la Famille fait par Mme Sabien Lahaye-Battheu.

- Exposé introductif de Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Déom et consorts et M. Landuyt.
- La commission a décidé de prendre l'amendement n° 5 comme texte de base de la discussion.
- Les amendements n°s 5 et 8 ont été adoptés.

5. Projet de loi modifiant l'article 353ter du Code judiciaire en ce qui concerne l'exercice de mandats politiques par le personnel des greffes et des secrétariats des parquets, n° 2335/1.

- Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere.
- La discussion a eu lieu.
- L'ensemble du projet de loi, inchangé, a été adopté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Ordre des travaux:

- La présidence belge de l'Union européenne.
- Divers

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Stefaan Van Hecke, Fouad Lahssaini) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n°s 634/1 et 2.

Amendements de Mme Nyssens.

- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem) visant à introduire une procédure unique de traitement des plaintes relatives à l'organisation judiciaire, n° 267/1.
(Continuation). (Rapporteur: M. Renaat Landuyt).

- La discussion a été poursuivie.

3. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Marie-Christine Marghem, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la signification en matière pénale, n°s 1211/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie Déom)

Amendements de M. Terwingen et consorts.

- La discussion a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par Mme Lahaye Battheu et consorts.

- La commission a décidé de solliciter l'avis écrit de l'Ordre des Barreaux Flamands (OVB), de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (OBFG) et de la Chambre nationale des huissiers de Justice.

4. Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre croissant de dénonciations de maltraitance d'enfants" (n° 17984).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'intervention et les indemnités des tuteurs 'ad hoc'" (n° 18496).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’intervention d’un ‘profilier’ dans le dossier du meurtre d’Annick Van Uytzel” (n° 18308).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les budgets de l’expertise judiciaire” (n° 18401).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes:

- Question de Mme Mia De Schampheleere au ministre de la Justice sur “le plan de détention individuel” (n° 18409).

- Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “la mise en œuvre du plan individuel de détention” (n° 18543).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l’envoi de plis judiciaires dans le cadre de la procédure de règlement collectif de dettes” (n° 18417).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Magda Raemaekers au ministre de la Justice sur “un protocole en matière de maltraitance d’enfants” (n° 18422).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “les traducteurs et les interprètes jurés” (n° 18440).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “le retard dans la mise en place du fichier central des avis de saisie” (n° 18449).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “l’envoi des avis d’écrou” (n° 18475).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le coût des taxis pour le transport de mineurs délinquants des centres fermés vers les palais de justice” (n° 18476).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Questions jointes:

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'incident survenu à la prison d'Andenne" (n° 18487).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "le problème du suicide en prison" (n° 18534).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "les limitations de l'expertise en matière pénale" (n° 18502).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes:

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'enquête sur une éventuelle confusion d'intérêts concernant le cabinet de réviseurs Daerden" (n° 18529).
- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur "un code de déontologie pour les ministres" (n° 18530).
- Question de M. Koen Bultinck au ministre de la Justice sur "l'enquête judiciaire en cours contre le ministre des Pensions" (n° 18538).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le coût de la peine de travail" (n° 18582).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "les mesures judiciaires alternatives et les peines de travail" (n° 18681).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "les poursuites pour faux en écriture commis par deux conseillers qui siégeaient dans l'affaire Fortis" (n° 18606).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'actualisation de l'audit de la cour d'appel de Bruxelles" (n° 18607).
- Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "le récent rapport d'audit établi par le Conseil supérieur de la Justice sur la Cour d'appel de Bruxelles" (n° 18771).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'audit de la Cour d'appel de Bruxelles par le Conseil supérieur de la Justice" (n° 18825).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'arrêt de la discussion sur la réforme de la Justice" (nr. 18619).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la réforme de la Justice" (n° 18628).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes:

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la grève des gardiens de prison le 22 janvier 2010" (n° 18621).
- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la grève dans les prisons" (n° 18635).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la manifestation et la grève des gardiens" (n° 18730).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la grève des gardiens pour plus de sécurité" (n° 18731).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "les écoutes téléphoniques" (n° 18657).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "les problèmes financiers et les difficultés de gestion de la justice montoise" (n° 18697)

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "le problème des huissiers d'audience de Mons" (n° 18703).

- Le ministre de la Justice a répondu.

26. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur "la recherche des auteurs de vols de GSM" (n° 18746).

- Le ministre de la Justice a répondu.

27. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "une concertation entre les procureurs généraux sur la collaboration entre la justice, les douanes et les services de l'environnement" (n° 18761).

- Le ministre de la Justice a répondu.

28. Question de M. Eric Libert au ministre de la Justice sur "la coordination entre le corps des agents de sécurité et les collaborateurs 'surveillance et gestion' " (n° 18805).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine reunion : mardi 2 février 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

1. Proposition de résolution (David Clarinval, Katrin Jadin, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Jean-Jacques Flahaux, Olivier Hamal, Carine Lecomte) relative à l'attractivité de la médecine générale en particulier en zone rurale, n°s 1546/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Jacques Otlet).

Amendements de Mmes Gerkens et Snoy et d'Oppuers, de M. Goutry et consorts et de M. Otlet et consorts.

- Audition de M. Didier Giet (ULg).

2. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le détournement de la loi sur l'interdiction de publicité pour des médicaments" (n° 17208).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le bisphénol A" (n° 17906).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la formation du généraliste pour qu'il prescrive moins de benzodiazépines" (n° 17939).

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la surconsommation belge de calmants" (n° 18728)

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de Mme Yolande Avontrodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la personne de référence pour les soins aux patients déments" (n° 17941).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "Beliris et plus particulièrement la rénovation des logements sociaux" (n° 17943).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les conditions de stage des candidats médecins spécialistes en formation" (n° 17945).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un aperçu des projets de dépistage du cancer colorectal" (n° 17950).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport sur les souffrances inutiles des animaux à l'abattoir" (n° 17960).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude de faisabilité de l'Institut scientifique de santé publique relative à la mise en oeuvre d'une enquête épidémiologique autour des sites nucléaires belges" (n° 17998).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les quotas de fourniture de médicaments aux pharmaciens par les producteurs" (n° 18042).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un régime du tiers-payant pour les jeunes de 0 à 25 ans" (n° 18025).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le régime du tiers payant en matière de psychiatrie infantile et juvénile" (n° 18026).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les centres de jour pour les personnes atteintes de psoriasis" (n° 18180).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accès aux traitements des personnes atteintes de psoriasis et la création de centres de jour" (n° 18427).

- Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le traitement et la qualité de vie des patients atteints de psoriasis" (n° 18763)

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 2238/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Tinne Van der Straeten, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Zoé Genot) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 180/1.

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne la vision à long terme, n° 1655/1.

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, n° 1656/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

Amendements de Mme De Bont et consorts, Mme Snoy et d'Oppuers et consorts, M. Cornil et consorts et Mme Muyle et consorts.

- La discussion a été clôturée.

- Des amendements ont été déposés par Mme Snoy et d'Oppuers et consorts et par M. Cornil et consorts.

- Les amendements n°s 2, 18 à 23 et 26 ont été adoptés.

- Les articles ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

- Les propositions de loi jointes n°s 180 et 1655 deviennent dès lors sans objet.

- A la demande de l'auteur, un vote a eu lieu sur la proposition de loi n° 1656.

- Les articles ont été adoptés.

- L'amendement n° 1 a été adopté.

- La proposition de loi, telle qu'amendée et corrigée, a été adoptée à l'unanimité.

2. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les critiques de la Cour des comptes au sujet de la circulaire ministérielle qui fixe les normes à respecter concernant l'acquisition et la gestion de véhicules par les administrations fédérales" (n° 18068).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la conférence sur les changements climatiques de Copenhague" (n° 18254).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les recommandations formulées dans le rapport fédéral sur le développement durable (2009)" (n° 18270).

- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les recommandations formulées dans le rapport fédéral sur le développement durable 2009 (suite)" (n° 18271).

- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les recommandations formulées dans le rapport fédéral sur le développement durable 2009 (suite)" (n° 18272).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contrat GIS avec la Hongrie" (n° 18452).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de M. Eric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le calendrier de la loi climat et les modalités de sa mise en œuvre" (n° 18654).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en application de la résolution visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM et à protéger la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique" (n° 18698).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le financement du service "changement de climat" " (n° 18793).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

"Les aspects mondiaux de la crise financière"

- Échange de vues avec M. Eric De Keuleneer, professeur à la "Solvay Business School" (ULB).

Prochaine réunion : mardi 9 février 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

1. Question de M. Mathias De Clercq au secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur "l'image européenne de la Belgique" (n° 17077).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

2. Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur "la transposition en droit belge de la directive européenne imposant aux opérateurs de télécommunications la sauvegarde des données privées" (n° 17178).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

3. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position du gouvernement concernant la république de Macédoine" (n° 17258).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les peines de mort prononcées à l'encontre d'opposants politiques en Iran" (n° 17259).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la confiscation du Prix Nobel de la Paix de Shirin Ebadi" (n° 17633).

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la répression dont a été victime l’opposition iranienne au cours des derniers jours de décembre 2009 et les mesures prises à ce sujet par le gouvernement” (n° 17976).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

5. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’exécution d’Ouïghours en Chine” (n° 17260).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les accords entre Israël et l’Union européenne” (n° 17459).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’accord agricole entre l’UE et Israël” (n° 17609).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

7. Question de Mme Juliette Boulet au secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur “la ratification des Nations unies de la Convention sur les droits des personnes handicapées” (n° 17630).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’affaire des prénoms marocains” (n° 17706).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Birmanie” (n° 17637).

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Birmanie” (n° 18372).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

10. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Guinée” (n° 17639).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

11. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Honduras après les élections” (n° 17664).

- Une réponse complémentaire sera faite par écrit.

12. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l'accueil téléphonique des néerlandophones dans les ambassades belges” (n° 17668).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

13. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le fait que trois citoyens belges auraient séjourné pendant deux mois dans une prison iranienne” (n° 17708).

- Une réponse complémentaire sera faite par écrit.

14. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l'interdiction du parti Kurde DTP en Turquie” (n° 17812).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la composition du conseil de déontologie d'un parti politique” (n° 17823).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

16. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la villa Salamé à Jérusalem” (n° 17859).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

17. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation à Gaza” (n° 17907).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur “la Flanders House qui localise la Wallonie en France” (n° 17957).

- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la Flanders House qui localise la Wallonie en France" (n° 17958).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

19. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'accord bilatéral sur les investissements et les relations commerciales avec la Colombie, en particulier au sujet de l'huile de palme" (n° 17469)

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

20. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'avertissement donné par le gouvernement russe à l'UE quant aux problèmes de livraisons de pétrole via l'Ukraine" (n° 17977).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

21. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le bilan des journées diplomatiques" (n° 18459)

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la réouverture du consulat de Marseille" (n° 18262).

- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les économies à réaliser au sein du SPF Affaires étrangères concernant différents consulats en France" (n° 18269).

- Question de M. Dirk Vijnck au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau consulat à Marseille" (n° 18718).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

23. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "Al-Qaïda en Belgique" (n° 18651).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 février 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

1. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le supplément payé dans le cadre de l’octroi d’une pension de ménage” (n° 17049).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de M. Mathias De Clercq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les plafonds de pension” (n° 17078).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les assurances de groupe” (n° 17628).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de M. Jacques Otlet au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les estimations de pension des travailleurs statutaires des associations locales et régionales” (n° 17674).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Questions jointes:

- Question de M. Ben Weyts au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le traitement inégal des travailleurs et des indépendants lors du calcul de leur pension” (n° 18159).

- Question de madame Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la discordance entre indépendants et salariés dans la création de leurs droits à la pension” (n° 18614).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le ‘Fonds de vieillissement’” (n° 18307).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la fin éventuelle du Fonds de vieillissement” (n° 18393)

- Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le ‘Fonds de vieillissement’” (n° 18437).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7 Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la polyvalence de la demande d’estimation des droits constitués et encore à constituer en matière de pension” (n° 18370).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Questions jointes:

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “ la pension complémentaire pour les fonctionnaires contractuels ” (n° 18384).

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la pension complémentaire pour les fonctionnaires contractuels” (n° 18402).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les déclarations du VOKA en matière de pensions complémentaires” (n° 18389).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de M. Christian Brotcorne au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la pension des agents nommés dans les administrations locales” (n° 18416).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les pensions autres que celles des agents de la fonction publique” (n° 18434).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

12. Questions jointes:

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la contribution de responsabilisation” (n° 18460).

- Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale sur “la contribution de responsabilisation” (n° 18462).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “l’application de la législation linguistique dans le cadre de l’administration des indemnités d’invalidité” (n° 17054).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de la législation linguistique dans le cadre de l'administration des allocations familiales" (n° 17056).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les remboursements effectués dans le cadre du maximum à facturer" (n°s 17463 et 18520).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suite réservée aux objectifs de Lisbonne" (n° 17598).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Questions jointes:

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les éco-chèques" (n° 18153).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'écochèque" (n° 18605).

- Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'utilisation des ecocheques" (n° 18688).

- Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les ecocheques" (n° 18721).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Questions jointes:

- Question de Mme Hilâl Yalçın à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'échange de données entre l'enseignement supérieur, la banque carrefour de la sécurité sociale et le fonds des allocations familiales" (n° 18558).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'échange de données entre l'enseignement supérieur, la banque carrefour de la sécurité sociale et le fonds des allocations familiales" (n° 18588).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "des villes et des communes qui éluderaient l'impôt" (n° 18712).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la fraude aux chèques-repas" (n° 18720)

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une fraude aux chèques-repas" (n° 18737)

- Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une fraude aux chèques-repas dans certaines administrations publiques" (n° 18738)

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les abus en matière de chèques-repas commis par les administrations locales et provinciales wallonnes" (n° 18798)

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les abus en matière de chèques-repas commis par les administrations publiques" (n° 18823)

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de M. Jacques Otlet au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'ampleur du travail non déclaré" (n° 17673).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

1. Proposition de loi (Katrien Partyka, Willem-Frederik Schiltz, Joseph George) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne les tarifs de transit, n° 2282/1 et 2. (Vote sur l'ensemble - Rgt. art.82,1). (Rapporteur : Karine Lalieux)

Amendements de Mme Karine Lalieux et consorts, M. Schiltz et consorts et Mme Van der Straeten et consorts.

- Les remarques du service juridique ont été acceptées.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendée et corrigée, a été adopté par 11 voix contre 3 et 1 abstention.

2. Projet et propositions de loi joints :

- Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n°s 2340/1 et 2.
- Proposition de résolution (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) visant à encadrer l'éventuelle autorisation de vente conjointe, n° 1670/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, n° 665/1 et 2.

Proposition de loi (Herman De Croo, Carina Van Cauter, Geert Versnick) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services, n° 673/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les bons de valeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1021/1.

- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Maya Detiège, Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les tarifs de stationnement, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n°s 1315/1 et 2.

Proposition de loi (Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Bruno Valkeniers) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité, n° 602/1.

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenheydens, Peter Logghe) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats, n° 960/1.

(Continuation). (Rapporteurs: Mmes Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera).

Amendements de M. Luykx, de Mme Staelraeve et consorts et de Mme Plasman et consorts.

- Exposé introductif de M. Bart Laeremans concernant les propositions de loi n°s 602 et 960.
- La discussion générale a été entamée.
- Des amendements ont été déposés par M. Laeremans et consorts, M. Clarinval et consorts et Mme Lalieux et consorts.
- Les articles 1 à 74, ainsi que les amendements, ont été discutés.

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs de l'électricité" (n° 18648).
- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prix de l'électricité" (n° 18671).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'adoption du code de bonne conduite en matière d'accès au réseau du transport de gaz" (n° 18670).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prélèvement sur les sites de production d'électricité inexploités" (n° 18673).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les déclarations du directeur de la CREG à propos des prix du gaz" (n° 18715).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la manipulation des prix du gaz par les fournisseurs" (n° 18725).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la manipulation des prix du gaz par les fournisseurs" (n° 18726).

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prix du gaz" (n° 18743).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'augmentation artificielle des prix du gaz par les fournisseurs" (n° 18774).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les possibles irrégularités lors de la fixation des prix du gaz et de l'électricité par les fournisseurs d'énergie" (n° 18834).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la protection du consommateur contre les entreprises d'énergie" (n° 18767).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Ordre des travaux.

7. Projet et propositions de loi joints :

- Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n°s 2340/1 et 2.

- Proposition de résolution (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) visant à encadrer l'éventuelle autorisation de vente conjointe, n° 1670/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, n°s 665/1 et 2.

Proposition de loi (Herman De Croo, Carina Van Cauter, Geert Versnick) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services, n° 673/1.

- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les bons de valeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1021/1.

- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Maya Detiège, Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les tarifs de stationnement, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n°s 1315/1 et 2.

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Bruno Valkeniers) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité, n° 602/1.

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenheydens, Peter Logghe) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats, n° 960/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera).

Amendements de M. Luykx et de Mmes Staelraeve et consorts et Plasman et consorts.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Van der Auwera, Staelraeve et consorts et Plasman et consorts.

- Les amendements n°s 6, 7, 39, 40, 43 et 58 à 61, ainsi que les articles ainsi amendés, ont été adoptés.

- Les amendements n°s 44 à 56 ont été retirés.

- Les amendements n°s 1 à 5, 8 à 38, 41, 42 et 57 ont été rejetés.

Prochaine réunion : Mardi 2 février 2010.

Santé publique et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **MARDI 26 JANVIER 2010**

(Réunion commune avec la commission des Affaires sociales du Sénat)

Les priorités de la présidence belge de l'Union européenne en matière de Santé publique:

- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale;

- Échange de vues.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : MM. Herman De Croo et Geert Versnick et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat)

Les priorités de la présidence espagnole de l'Union européenne.

- Exposé de M. Diego Lopez Garrido, secrétaire d'État pour l'Union européenne.

- Échange de vues.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

1. Audition de M. Luc Batselier, président du Service des décisions anticipées en matière fiscale, sur le fonctionnement du point de contact régularisation.

- Des questions ont été posées par MM. Luk Van Biesen, Jenne De Potter, Jan Jambon, François-Xavier de Donnea, Dirk Van der Maelen, Georges Gilkinet et Christian Brotcorne.

2. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "une assurance responsabilité civile gratuite à l'achat d'une voiture Ford" (n° 18514).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'augmentation de la proportion de diesels dans le parc automobile" (n° 18736).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

4. Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la faillite de la banque DSB" (n° 17590).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "des bâtiments inoccupés de l'État fédéral" (n° 18303).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la suppression des subsides octroyés pour la mise en place de facilités pour les personnes handicapées lors de festivals" (n° 18324).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la négligence de la Régie des Bâtiments dans le dossier de la construction de l'établissement pour internés à Gand” (n° 18471).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les avantages fiscaux dans le cadre d'une assurance-groupe” (n° 18589).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'annulation de la dette d'Haïti afin de favoriser une reconstruction rapide du pays” (n° 18597).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les dettes de Haïti” (n° 18599).

- Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'annulation des dettes à Haïti” (n° 18777)

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur “la mesure Belgacap” (n° 18685).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'éventuelle création d'une taxe européenne sur les banques” (n° 18686).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la définition des préparations de viande” (n° 18747).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'achat de la caserne de gendarmerie par la ville de Hal” (n° 18751).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le rôle de la douane dans le dépistage de trafic illégal de déchets électroniques” (n° 18762).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le paiement du prélèvement anticipé” (n° 18786).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonctionnement d'Intervat et de VenSoc" (n° 18787).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la perception de taxes erronées" (n° 18788).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MERCREDI 27 JANVIER 2010**

Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n°s 2336/1 à 3.

Amendements de M. De Potter et consorts, Mme Pas et consorts, Mme Gerkens et consorts et M. Tuybens et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobbac) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3.

Amendement de M. Tuybens.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2.

- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1.

- Proposition de loi (Valérie Déom, Thierry Giet, André Perpète, Guy Coème, Karine Lalieux) modifiant le Code des sociétés et la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses et visant une meilleure gouvernance des entreprises, n°s 1805/1 et 2.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Katrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2.
(Continuation). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).

- La commission a accédé à la demande de M. Thierry Giet visant à disjoindre la proposition de loi n° 1805 de la discussion.

- La discussion des articles a été entamée. Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens et Jenne De Potter, Mmes Muriel Gerken, Barbara Pas et Valérie Déom et MM. Joseph George et Robert Van de Velde.

- Des amendements ont été déposés par M. Tuybens et consorts et Mme Pas et consorts.

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Suivi des missions à l'étranger

COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ JEUDI 28 JANVIER 2010

Exposé du ministre de la Défense.

1. Aperçu des missions à l'étranger.

2. Bilan de la participation de la Belgique à l'opération ATALANTA.

3. Situation sécuritaire en Afghanistan.

- Échange de vues.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **JEUDI 28 JANVIER 2010**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Séance plénière

➤ JEUDI 28 JANVIER 2010 APRÈS-MIDI (0138), SOIR (0139)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi modifiant l'article 1022 du Code judiciaire et l'article 162bis du Code d'instruction criminelle, n^{os} 2313/1 à 5.
 - Proposition de loi (MM. Geert Versnick, Herman De Croo et Willem-Frederik Schiltz) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'indemnité de procédure, n^{os} 1161/1 et 2.

Ce projet vise à apporter des modifications au système de la répétibilité des honoraires et des frais d'avocats.

Il modifie les articles 1022 du Code judiciaire et l'article 162bis du Code d'instruction criminelle en vue d'apporter les corrections nécessaires tant sur le plan technique que sur celui de l'équité

Le projet de loi (n° 2313) est adopté par 116 voix contre 13 et 1 abstention

2. Projet de loi modifiant certains articles de la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, n^{os} 2122/1 à 7.

La loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, publiée au Moniteur belge du 1er février 2005, est partiellement entrée en vigueur.

Afin de pouvoir poursuivre la mise en vigueur, il convient de modifier la loi sur un certain nombre de points. Les modifications proposées entraînent des améliorations ponctuelles de la loi afin de permettre au texte de correspondre mieux à la réalité pénitentiaire et à l'organisation pratique des établissements pénitentiaires.

La nécessité de ces modifications est apparue lors de la phase préparatoire à l'entrée en vigueur de la loi.

La majorité de ces modifications concerne la procédure disciplinaire à l'encontre des détenus. La procédure prévue initialement par la loi de principes a été reprise dans la circulaire ministérielle n° 1777 du 2 mai 2005. Après évaluation de cette circulaire, il ressort que des modifications de la procédure sont nécessaires pour, d'une part, rencontrer la demande, formulée par les directeurs, d'une praticabilité plus grande des procédures, dont résultera un plus grand respect des droits de la défense des détenus et, d'autre part, pour répondre aux exigences de l'ordre et de la sécurité. Cette évaluation a entraîné une modification de la circulaire ministérielle évoquée ci-dessus.

Pour rendre possible l'entrée en vigueur du titre VII de la loi de principes, qui porte sur le régime disciplinaire, il faut par conséquent modifier un certain nombre de ses dispositions. Cela permet de conserver les pratiques actuelles quant au déroulement de la procédure disciplinaire, laquelle a, à plusieurs reprises, été validée par la section d'administration du Conseil d'État.

L'avant-projet comprend en outre un certain nombre d'adaptations ponctuelles de la loi.

Les modifications proposées ne changent en aucune manière l'esprit de la loi de principes.

Le projet de loi (n° 2122) est adopté par 117 voix et 13 abstentions

3. Projet de loi portant assentiment à la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, faite à La Haye le 28 mai 1970, n° 2319/1.

Le projet de loi (n° 2319) est adopté à l'unanimité des 127 votants

4. Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003, n° 2320/1.

Le projet de loi (n° 2320) est adopté à l'unanimité des 127 votants

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Istanbul le 31 octobre 2008, n^{os} 2321/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2321) est adopté à l'unanimité des 129 votants

6. Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée à New York le 20 décembre 2006, n° 2357/1.

Le projet de loi (n° 2357) est adopté à l'unanimité des 128 votants

7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'échange d'informations et de données à caractère personnel relatives aux titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenues dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation, signé à Paris le 13 octobre 2008, n^{os} 2358/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2358) est adopté à l'unanimité des 130 votants

8. Proposition de résolution (Mmes Hilde Vautmans, Katia della Faille de Leverghem, Maggie De Block et Yolande Avontroodt) concernant l'accès aux médicaments essentiels dans les pays en développement, n^{os} 1828/1 et 2.

La proposition de résolution (n° 1828) est adoptée à l'unanimité des 129 votants

9. Proposition de résolution (M. Georges Dallemagne, Mme Clotilde Nyssens, MM. Christian Brotcorne et Roel Deseyn, Mme Nathalie Muylle, MM. François-Xavier de Donnea et Patrick Moriau, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et M. Olivier Hamal) concernant la survie des communautés chrétiennes et des minorités religieuses au Proche-Orient et au Moyen-Orient, n^{os} 2031/1 à 9.

La proposition de résolution (n° 2031) est adoptée par 108 voix et 16 abstentions

10. Projet de loi relatif à la conservation obligatoire auprès d'un transporteur ferroviaire des bagages et marchandises perdus, abandonnés ou non réclamés, n^{os} 2177/1 à 3.

Le projet de loi (n° 2177) est adopté à l'unanimité des 130 votants

11. Proposition de loi (MM. François-Xavier de Donnea, Patrick Dewael, Herman De Croo, André Frédéric, Ludwig Vandenhove, Stefaan Van Hecke, Servais Verherstraeten, Daniel Ducarme et Josy Arens) modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, n^{os} 2171/1 à 6.

La présente proposition vise à améliorer l'organisation et le fonctionnement internes des Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, par la formalisation dans la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace d'un certain nombre de principes de bonne organisation et de bon fonctionnement dont l'objectif est d'assurer une meilleure cohésion au sein de chacun des Comités et la conformité à certaines exigences internationales en termes d'indépendance et de neutralité.

L'objet de la présente proposition de loi est également de permettre aux Comités permanents d'assurer dans les meilleures conditions la continuité de leur fonctionnement lors du départ anticipé d'un membre effectif.

Enfin, s'inspirant du mandat des conseillers à la Cour des comptes, conformément au prescrit de l'article 61 § 1er, alinéa 1er, de la loi du 18 juillet 1991, la présente proposition vise à supprimer la limitation à deux fois de la possibilité de renouveler le mandat des membres effectifs des Comités permanents et à porter la durée de ce mandat à six ans.

La proposition de loi (n° 2171) est adopté à l'unanimité des 130 votants

12. Proposition de décision concernant la prorogation des chambres supplémentaires des cours d'appel à prendre en application des articles 106bis et 340, § 3, du Code judiciaire, n^{os} 2383/1 et 2.

La proposition de décision (n° 2383) est adoptée par 82 voix contre 22 et 25 abstentions

13. Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, n^{os} 2376/1 à 3.

Le projet de loi tend à adapter l'article 22, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive comme modifiée par la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises (MB du 11 janvier 2010).

Le projet tend à rectifier une erreur technique en annulant la modification et en revenant à l'ancien texte de loi sur ce point.

Le projet de loi (n° 2376) est adopté par 106 voix et 23 abstentions

Questions orales

La nouvelle politique gouvernementale en Afrique centrale

Question de :

M. Francis Van den Eynde (VB) au premier ministre, chargé de la
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1601)

Le report de BHV au-delà des élections fédérales et l'élargissement éventuel de Bruxelles

Questions jointes de :

- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P1602)
- M. Bart Laeremans (VB) au premier ministre, chargé de la
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1603)

Le point de vue des organisations patronales et des syndicats concernant la future politique socio-économique

Questions jointes de :

- M. Stefaan Vercamer (CD&V) (n° P1604)
- M. Hans Bonte (sp.a) (n° P1605)
- M. Peter Luykx (N-VA) (n° P1606)
- M. Hendrik Daems (Open Vld) au premier ministre, chargé de la
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1629)

La politique d'asile et les effets de la régularisation – L'accueil des demandeurs d'asile

Questions jointes de :

- Mme Dalila Douifi (sp.a) (n° P1607)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P1608)
- M. Roland Defreyne (Open Vld) (n° P1609)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1610)
- Mme Zoé Genot (Ecolo-Groen!) (n° P1611)
- Mme Lieve Van Daele (CD&V) (n° P1612)
- Mme Rita De Bont (VB) au premier ministre, chargé de la
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1635)

L'augmentation de la consommation des médicaments

Question de :

Mme Maya Detiège (sp.a) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1613)

Les déclarations de M. Jadot concernant la Conférence nationale des pensions

Questions jointes de :

- M. Jan Jambon (N-VA) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1631)
- Mme Sonja Becq (CD&V) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1632)
- M. Koen Bultinck (VB) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1633)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1634)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1614)
- Mme Maggie De Block (Open Vld) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1615)

Le nouveau centre fermé pour la jeunesse de Tongres

Questions jointes de :

- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1616)
- M. Raf Terwingen (CD&V) au ministre de la Justice (n° P1617)

La ponctualité des trains

Questions jointes de :

- M. David Geerts (sp.a) (n° P1618)
- M. Paul Vanhie (LDD) (n° P1619)
- Mme Ine Somers (Open Vld) (n° P1620)
- M. Rony Balcaen (Ecolo-Groen!) (n° P1621)
- Mme Linda Musin (PS) (n° P1622)
- Mme Françoise Colinia (MR) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1623)

L'explosion à Liège

Questions jointes de :

- M. Ben Weyts (N-VA) (n° P1624)
- M. Joseph George (cdH) (n° P1625)
- Mme Marie-Claire Lambert (PS) (n° P1626)
- M. Olivier Hamal (MR) à la ministre de l'Intérieur (n° P1627)

Le service régional d'incendie de Hamoir

Question de :

M. Joseph George (cdH) à la ministre de l'Intérieur (n° P1628)

Le secret bancaire

Question de :

M. Alain Mathot (PS) au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances (n° P1630)

Homage aux victimes de la catastrophe de Liège

Le **président** : À la suite d'une explosion due au gaz, un immeuble de quatre étages s'est effondré à Liège dans la nuit de mardi à mercredi dernier. Cette catastrophe est d'autant plus tragique qu'elle a causé la mort, selon un dernier bilan, de neuf personnes. On dénombre également vingt et un blessés, dont trois se trouvent dans un état critique.

Avant tout, nous nous inclinons avec émotion devant les malheureuses victimes de cette catastrophe et prenons part à la douleur des familles en deuil.

Qu'il me soit permis d'exprimer ici toute notre reconnaissance aux sauveteurs qui se dévouent sans compter afin d'extraire les victimes des décombres. Grâce à leur intervention, une fillette a été sortie vivante des décombres hier après-midi.

L'incertitude plane toujours sur le nombre de personnes ensevelies sous les décombres et sur leur état.

J'ai transmis un télégramme de sympathie à M. le Bourgmestre de Liège en le priant de transmettre aux familles éplorées les sentiments de condoléances de la Chambre.

J'invite la Chambre à observer une minute de silence en hommage aux victimes de cette catastrophe.

Yves Leterme, premier ministre: Monsieur le Président, au nom du gouvernement, je voudrais m'associer à vos paroles et à vos condoléances. Je viens de rentrer de Liège. Les mots ne suffisent pas pour exprimer la cruauté de cet événement.

Je souhaite également faire part de mon respect à l'égard des secouristes qui mettent encore actuellement tout en œuvre pour apaiser, autant que faire se peut, les souffrances humaines. Le gouvernement apportera toute l'aide et l'assistance nécessaires pour répondre aux conséquences de cet accident dramatique.

La Chambre debout observe une minute de silence.

Délégation étrangère

Le président : j'ai le plaisir de saluer la présence à la tribune d'une délégation parlementaire de la République démocratique du Congo. Je leur souhaite la bienvenue.

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur « l'accident survenu à Mons la nuit de jeudi à vendredi 20 novembre 2009 » (n° 399)
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 18 janvier 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 399/001)

- une motion de recommandation par Juliette Boulet (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Ine Somers (Open Vld), Michel Doomst (CD&V) et Jef Van den Bergh (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 82 voix contre 48

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Zoé Genot (Ecolo-Groen!) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur « les sanctions prises à l'encontre des chômeurs et le poids que celles-ci font peser sur les CPAS » (n° 398)
(développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 19 janvier 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 398/001)

- une motion de recommandation par Zoé Genot (Ecolo-Groen!), Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!) et Meryame Kitir (sp.a)
- une motion pure et simple par Valérie De Bue (MR), Jacqueline Galant (MR), Isabelle Tasiaux-De Neys (cdH), Xavier Baeselen (MR), André Perpète (PS) et Mia De Schamphelaere (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 82 voix contre 48

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

- EDITION JANVIER 2010
Liste des membres – Session 2010

Bulletin des questions et réponses :

- 52/090 DU 18 JANVIER 2010
Questions et réponses écrites

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

OMPI

Établissement en Belgique d'un Bureau de Coordination de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de Coordination de cette organisation, signé à Bruxelles le 30 avril 2004.

En 2001, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) décida d'ouvrir un Bureau de Coordination à Bruxelles. Le rôle principal de ce Bureau est de faciliter les activités de l'OMPI vis-à-vis de la Commission européenne et des autres institutions européennes basées à Bruxelles, ainsi que d'améliorer la connaissance de l'OMPI par lesdites institutions. Le Bureau joue également un rôle important dans l'établissement et le renforcement des relations avec certains secteurs industriels, associations professionnelles, et milieux non gouvernementaux et intergouvernementaux à Bruxelles.

Étant donné que l'OMPI est une institution spécialisée des Nations Unies, le Bureau de Coordination de l'OMPI jouit en Belgique des privilèges et immunités repris dans la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New York le 21 novembre 1947.

L'Accord bilatéral entre la Belgique et l'OMPI vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités qui n'avaient pas été prévus par la Convention de 1947 et qui sont accordés par la Belgique au Bureau de Coordination de l'OMPI afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

EUROCONTROL

Assentiment à l'Accord entre la Belgique et l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne relatif aux privilèges et immunités de l'organisation complémentaire à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960.

Eurocontrol est une organisation internationale gouvernementale qui, depuis le début des années 1960, s'occupe de la coopération internationale (en Europe) dans le domaine de la sécurité et du contrôle aérien. L'organisation compte actuellement 38 États membres européens, dont la Belgique depuis l'origine. Selon la Convention Eurocontrol (l'acte de création de l'Organisation) du 13 décembre 1960, entrée en vigueur le 1 mars 1963, et modifiée depuis à plusieurs reprises, le siège de l'Organisation est à Bruxelles.

Le statut juridique de l'Organisation, de même que les privilèges et immunités qui doivent lui être accordés, ont été repris dans la Convention Eurocontrol elle-même de manière à ce que chaque État partie où s'établirait un établissement Eurocontrol serait tenu d'accorder à cet établissement sur son territoire les facilités mentionnées dans la Convention. Ces facilités sont les privilèges et immunités habituels qui sont accordés en vertu du droit international public et du droit coutumier aux organisations internationales gouvernementales. Il n'était donc pas nécessaire pour l'organisation de conclure à l'époque un accord de siège bilatéral avec les pays hôtes (dont la Belgique) où elle avait ses différents établissements et installations.

Le présent Accord, qui a été signé à Bruxelles le 17 juillet 2006, précise donc un certain nombre de privilèges et immunités qui n'ont pas été prévus par la Convention Eurocontrol et qui sont accordés par la Belgique pour le bon fonctionnement de l'Organisation.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Assentiment à l'Accord entre le Fonds monétaire international et la Belgique.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Fonds monétaire international et le Royaume de Belgique, signé à Bruxelles le 16 mars 2004.

A l'instar de la Banque mondiale, avec laquelle la Belgique avait déjà signé un accord de siège en 1999, le Fonds monétaire international (FMI) décida à son tour d'installer un Bureau de liaison à Bruxelles. Cette décision fut prise notamment à la lumière de l'élargissement de l'Union européenne.

Étant donné que le FMI est une institution spécialisée des Nations Unies, le Bureau de liaison du FMI jouit en Belgique des privilèges et immunités repris dans la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées, adoptée à New York le 21 novembre 1947.

L'Accord bilatéral entre la Belgique et le FMI vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités qui n'avaient pas été prévus par la Convention de 1947 et qui sont accordés par la Belgique au Bureau de liaison du FMI afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

CIMM

Assentiment à l'Accord de siège entre la Belgique et le Comité international de médecine militaire.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Comité international de médecine militaire, signé à Bruxelles le 2 juin 2008.

Le Comité international de médecine militaire (CIMM) fut créé après la Première Guerre mondiale à l'initiative de deux médecins militaires, l'un belge et l'autre américain, dans le but de créer une structure de coopération et de coordination entre les services de santé militaires de plusieurs nations. Le congrès fondateur eut lieu à Bruxelles en 1921.

Le CIMM, dont les membres sont des états, comprend à ce jour 102 membres. Selon les statuts du CIMM, le siège est établi en Belgique (actuellement dans les locaux de l'hôpital militaire Reine Astrid) et son Secrétaire général est belge. Le Secrétariat général est de petite taille - il comprend au maximum cinq personnes - et joue un rôle essentiellement coordonnateur.

L'accord de siège entre le gouvernement belge et le CIMM vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Secrétariat général du CIMM afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

UNESCO

Établissement en Belgique d'un Bureau des Projets du programme "International Oceanographic Data and Information Exchange".

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture sur l'établissement en Belgique d'un Bureau des Projets du programme "International Oceanographic Data and Information Exchange", signé à Paris le 18 juillet 2005.

Le 1 juillet 2003, la "Intergovernmental Oceanographic Commission" (Commission océanographique intergouvernementale - COI) décida d'accepter l'offre de la Communauté flamande et de la ville d'Ostende d'établir à Ostende un "project office" (bureau des projets) du programme "International Oceanographic Data and Information Exchange" (IODE).

La COI a été mise sur pied en 1960 par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) en tant qu'organe de l'UNESCO jouissant de l'autonomie fonctionnelle pour développer, recommander et coordonner des programmes internationaux de recherche scientifique océanographique et fournir aux États membres (aujourd'hui 136) des services océaniques. Le programme IODE, créé en 1961, est l'un des projets principaux de la COI, visant à l'échange et la diffusion de données océanographiques.

La COI étant un organe de l'UNESCO et l'UNESCO étant une institution spécialisée des Nations Unies, le Bureau des projets du programme IODE jouit en Belgique des privilèges et immunités repris dans la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New York le 21 novembre 1947.

L'Accord bilatéral entre la Belgique et l'UNESCO vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités qui n'avaient pas été prévus par la Convention de 1947 et qui sont accordés par la Belgique au Bureau des Projets COI/IODE afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

OTAN

Ouverture d'une pharmacie sur le siège permanent de l'OTAN à Evere.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Echange de lettres entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Royaume de Belgique concernant l'ouverture d'une pharmacie sur le siège permanent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Bruxelles le 3 février 2009 et le 3 mars 2009.

Cet accord répond au souhait de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de disposer d'une pharmacie sur son siège qui soit disponible pour le personnel et les visiteurs de l'organisation. En d'autres termes, cette pharmacie sera accessible pour toutes personnes qui a accès au siège central de l'OTAN.

Les critères en vigueur pour organiser la répartition des pharmacies n'autorisent pas l'établissement d'une pharmacie sur le siège d'Evere. Cependant par cet accord, la Belgique s'engage à autoriser la possibilité de transférer une pharmacie existante vers le siège de l'OTAN.

La pharmacie est dispensée de l'obligation de participer à un service de garde. Quant au reste, la législation belge, y inclus tous les arrêtés d'exécution, reste d'application à cette pharmacie.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

RECRUTEMENT DES MILITAIRES

Recrutement des militaires des cadres actifs et de réserve des Forces armées.

Sur proposition de M. Pieter De Crem, ministre de la Défense, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi (du 27 mars 2003) relative au recrutement des militaires ainsi qu'au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense.

L'avant-projet vise à améliorer le recrutement des militaires des cadres actifs et de réserve des Forces armées. Il comprend :

- la possibilité laissée au ministre de ne pas fixer le régime linguistique d'une session de recrutement, dans des cas bien précis ;
- l'interdiction faite au candidat de postuler pour d'autres postes vacants dans la même catégorie de personnel et le même type de recrutement ;
- la possibilité de dépister un postulant membre d'un mouvement extrémiste ;
- l'introduction du modèle psychométrique comme méthode de classification des postulants volontaires ;
- la suppression de la possibilité d'interjeter appel contre une décision d'attribution d'un poste vacant.

Conseil des ministres du 27 janvier 2010

ONUDI

Établissement en Belgique d'un Bureau de Liaison de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel

Sur proposition de M. Steven Vancakere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de Liaison de cette organisation, signé à Bruxelles le 20 février 2006.

Fin 2005, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI) a décidé d'ouvrir un Bureau de Liaison à Bruxelles dans le but de renforcer la coopération avec la Commission européenne.

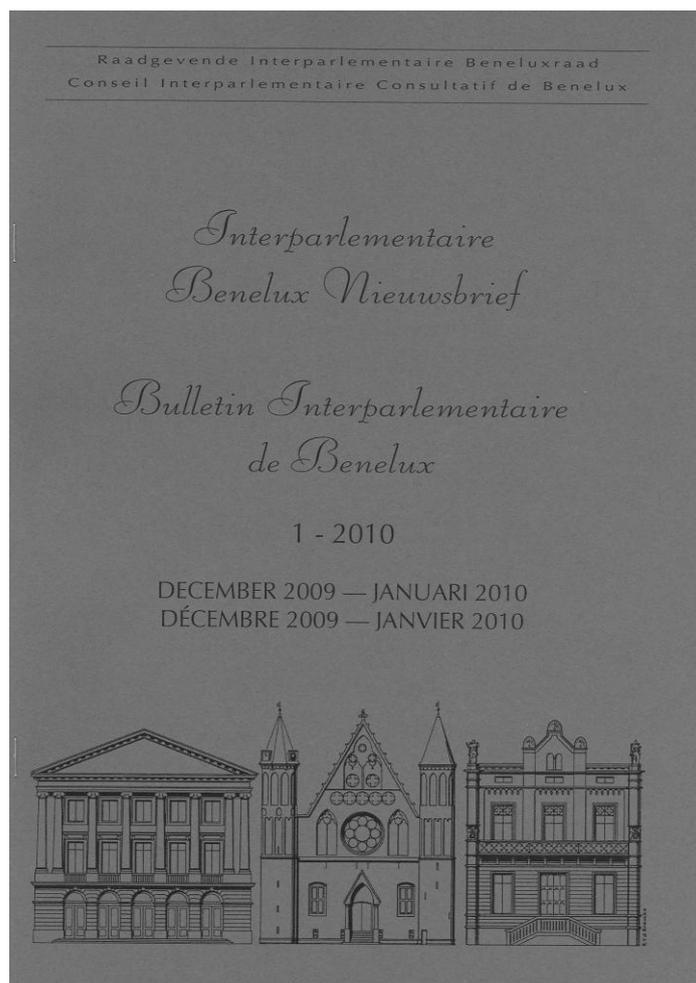
Étant donné que l'ONUDI est une institution spécialisée des Nations Unies, le Bureau de Liaison de l'ONUDI jouit en Belgique des privilèges et immunités repris dans la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New York le 21 novembre 1947.

L'Accord bilatéral entre la Belgique et l'ONUDI vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités qui n'avaient pas été prévus par la Convention de 1947 et qui sont accordés par la Belgique au Bureau de Liaison de l'ONUDI afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Assemblées parlementaires internationales

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Bulletin Interparlementaire de Benelux 1-2010 – janvier 2010



Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0408** **Justice**

Interpellation de M. Renaat LANDUYT au ministre de la Justice sur « les économies dans le domaine de la Justice ».

➤ **0409** **Justice**

Interpellation de M. Peter LOGGHE au ministre de la Justice sur « la problématique des mariages de complaisance ».

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

Avis du Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

➤ DOC 2316/003 DU 20 JANVIER 2010

Avis du Conseil d'État n° 47.597/2 du 12 janvier 2010 sur la proposition de loi portant création d'un Comité de contrôle des services spécifiquement en charge de la lutte contre la fraude fiscale, sociale ou économique, ainsi que des services de lutte contre le blanchiment d'argent (Comité F).